



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Avenant n° 1 - Convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 met en évidence dans le « secteur littoral », l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Ainsi, à Villeneuve-lès-Maguelone, le parc d'activités Charles Martel Extension a été envisagé dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel (l'extension des parcs existants est confortée par le SCoT en cours de révision).

Par délibération du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et a créé la ZAC Charles Martel Extension. Ainsi, sur une superficie d'environ 10,6 ha, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à répondre aux besoins d'implantation des entreprises.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) a identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de petite logistique, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à combler une partie de ce déficit.

Le projet d'aménagement du parc d'activités Charles Martel Extension a été déclaré d'utilité publique, le 17 novembre 2015.

Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 à la concession, ayant pour objet la modification de l'affectation de la participation ainsi que l'échéancier de versement.

Au regard de la richesse écologique du secteur, un arrêté préfectoral d'autorisation délivré par le Conseil National pour la Préservation de la Nature (CNP) a été obtenu le 12 février 2016. Celui-ci précise la séquence « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) qui sera mise en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel à la Collectivité de l'opération pour l'exercice 2017 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

A ce jour, 93% du foncier est déjà maîtrisé par Montpellier Méditerranée Métropole ou par son prestataire foncier (Etablissement Public Foncier). Seules trois unités foncières restent à acquérir, représentant une surface totale de 6 782 m².

Au terme d'une phase de désignation des prestataires, les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives puis la réalisation des travaux seront menées.

Au 31 décembre 2017, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 57 000 € H.T. correspondant essentiellement à la rémunération de l'aménageur survenue en 2017.

Il est à noter que le premier versement de la participation d'équilibre est survenu en 2017 pour un montant de 100 000 €. A terme, la participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvera à 2 010 000 €. Afin de prendre en compte l'évolution du planning de l'opération, l'échéancier de versement de la participation est décalé dans le temps et nécessite un avenant n°2.

Afin de répondre aux besoins de l'opération, une convention d'avance de trésorerie est proposée permettant le versement d'avance en 2019 (400 000 €) et en 2020 (600 000 €) avec un remboursement en 2022 et en 2023. A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 6 950 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,

présenté par la SERM pour l'exercice 2017 ;

- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération ;
- approuver le versement des avances de trésorerie tel que figurant dans le bilan ;
- prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- approuver l'avenant n° 2 au traité de concession portant sur l'évolution de l'échéancier de versement de la participation ;
- approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-54557-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.